

AFFRONTEMENTS MNLA-ANÇAR DINE À KIDAL

# La poudrière nord-malienne

**La cohabitation pacifique entre les différents mouvements et factions armées, qui ont hissé leurs bannières dans le nord du Mali depuis mars dernier, n’a pas résisté au temps. La canonnière a repris de tonner dans l’Azawad livré à toutes les incertitudes.**

**Sofiane Aït Ifflis -Alger (Le Soir)-** La tentative de fusion entre le Mouvement national de libération de l’Azawad (MNLA), un mouvement laïque qui revendique l’indépendance de l’Azawad, et le mouvement islamiste Ançar Dine qui, lui, lutte pour l’instauration de la Charia, a vécu. Les antagonismes qui minent les deux mouvements ont été plus forts que les velléités d’entente. Le pacte tacite de

non-agression mutuelle a été rompu dans la nuit de jeudi à vendredi lorsque des partisans du MNLA et les combattants d’Ançar Dine en sont venus aux armes dans la périphérie de la ville de Kidal. Les agences de presse, s’appuyant sur des témoignages recueillis auprès de citoyens et de belligérants sur place, ont fait état d’affrontements à l’arme automatique. Selon l’AFP, ce sont les com-

battants d’Ançar Dine qui ont engagé les hostilités, en réaction aux manifestations réprouvant leur présence dans la ville. Ançar Dine, qui a recouru au langage des armes, soupçonne, voire accuse carrément le MNLA d’être l’instigateur de ces manifestations. Des manifestations, ouvertement anti-Ançar Dine, qui ont éclaté mardi dernier. Dans la nuit de jeudi à vendredi, les combattants de l’organisation d’Ag Ghali sont passés à l’acte. Le calme est revenu à l’aube, alors qu’aucun bilan n’était disponible. Un calme cependant précaire, puisque, le MNLA, comme Ançar Dine, luttent chacun pour le contrôle du territoire

de l’Azawad. L’embrasement armé de l’Azawad ne serait pas loin, d’autant que plusieurs organisations, toutes armées, se sont installées et activent dans ce vaste territoire du nord du Mali. A Tombouctou, un nouveau Mouvement dit de patriotes pour la libération de Tombouctou (MPRLT) est né jeudi et, avec pour vocation, débarrasser la ville des islamistes. Le nord du Mali, qui, depuis mars dernier et le coup d’Etat contre le président Amadou Touré, échappe à l’administration et au contrôle de Bamako. Une situation à laquelle n’ont pu remédier ni la junte militaire qui a renversé ATT ni la Cedeao qui, un moment, avait

pensé lever une force africaine pour «mater» la rébellion touarègue du Nord.

Face à l’inaction de la Cedeao, qui s’est suffi de quelques bons et laborieux offices diplomatiques, l’Union africaine (UA) semble décidée à prendre le relais. L’organisation africaine pense devoir entreprendre une saisine du Conseil de sécurité de l’ONU pour appuyer l’envoi au Mali d’une force africaine d’intervention. L’option a été évoquée le 30 mai dernier par le président en exercice de l’UA, le Béninois Thomas Bani Yayi, mais n’est pas encore validée.

S. A. I.

1<sup>er</sup> TOUR DES LÉGISLATIVES EN FRANCE

# Victoire probable de la gauche mais rien n’est encore joué

**La gauche est donnée gagnante selon les derniers sondages et la crainte de la cohabitation semble maintenant écartée. Que fera l’UMP pour éviter un échec cuisant ? S’alliera-t-elle au Front national, malgré les déclarations publiques excluant tout accord avec le FN.**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Dans cette hypothèse et d’ailleurs aussi dans le cas d’un arrangement au final avec l’extrême droite, dans quel état sera le parti UMP et ne va-t-il pas droit à son implosion, annoncée déjà par les résultats de la présidentielle ? Enfin, le Front national va-t-il, pour la première fois depuis 1997, réussir son entrée à l’Assemblée nationale et récolter les dividendes du couloir que lui a ouvert si généreusement la politique de droitisation de l’ancien président Sarkozy ? C’est demain que les

Français sont appelés aux urnes pour le premier tour des législatives, le second devant suivre dimanche 17 juin. A cette date, la couleur dominante de l’Assemblée nationale sera fixée. De nombreux enjeux sont à souligner pour ce scrutin : d’abord la gauche pourra-t-elle gouverner sans cohabitation, son cauchemar en cas de majorité de droite qui va naturellement bloquer son programme dans l’hémicycle ?

Cette hypothèse semble s’éloigner si l’on en croit les derniers sondages. Ensuite, le PS pourra-t-il gouverner sans le concours des autres partis de gauche et notamment le Front de gauche et Europe Ecologie les Verts ? Rien ne l’indique et le président Hollande devra en toute logique prendre en compte le poids de chaque parti de gauche à l’issue de cette consultation pour, d’abord, la préparation du second tour et, ensuite, ouvrir le débat et même négocier pour les grandes questions sociales qui devront l’amener à pousser plus à gauche son programme. Pour

l’instant, et à deux jours du premier tour, le sondage sur les intentions de vote, réalisé par CSA pour BFMTV et 20 Minutes, donne la gauche en tête, ce qui fait dire à beaucoup de commentateurs que cette législative va être le troisième tour de confirmation de la présidentielle. Gauche 45,5% face à la droite 33%. Au sein de la gauche, le Parti socialiste est crédité de 32, 5% ; le Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon et du PC 8% ; Europe Ecologie les Verts 5% ; Lutte Ouvrière 1% et Nouveau Parti anti capitaliste 0,5%. Dans ce même sondage, 48% des électeurs se sont déclarés contre toute cohabitation et pour une majorité parlementaire à gauche.

Dans le camp adverse, ce sondage donne à la droite 33% répartis en 32,5% pour l’UMP, 0,5% pour Debout la République ; divers 3% et FN 14%. Marine Le Pen, la patronne de ce parti, joue son va-tout dans cette élection. Si elle a le vent en poupe depuis son bon score à la présidentielle (18%), elle n’est cependant pas sûre qu’elle soit

l’artisane de l’entrée de son parti à l’Assemblée nationale. Candidate elle-même dans la petite ville du Nord-Henin-Beaumont, elle se voit aujourd’hui confrontée à l’empêcheur de tourner en rond – Jean-Luc Mélenchon – qui s’est lancé dans la bataille dans un fief que la candidate FN considérerait comme acquis. Tous les regards, à droite comme à gauche, vont être tournés sur cette ville dimanche soir, avec le ferme espoir de la voir battue. Si elle l’était, il y aurait plus qu’un autre candidat dans le Gard de son parti, l’avocat Gilbert Collard (défenseur des Français qui ont torturé les Algériens pendant la guerre) qui garde une chance d’être au deuxième tour. Toutes ces projections ne peuvent cependant être prises que pour ce qu’elles sont des éventualités car plus que toute autre élection, les législatives et notamment à l’issue du premier tour, toutes les hypothèses d’alliances et de mésalliances sont possibles.

K.-B. A.

SHARIAA-BELGIUM PROVOQUE DE SÉRIEUX REMOUS DANS LA COMMUNE DU «BOURGMESTRE DES ARABES»

# Qui se cache derrière le niqab de Stéphanie ?

**Stéphanie porte le niqab, voile intégral interdit d’usage en Belgique. Des policières du royaume l’interpellent et procèdent à un contrôle d’identité. Couac.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Les deux parties interprètent différemment la loi, l’application de la loi. Pour Stéphanie, la simple présentation de la pièce d’identité suffit, pour la police, non, en l’occurrence. Les femmes bleues veulent elles, au-delà, vérifier davantage, savoir qui se cache derrière le niqab de Stéphanie. A partir de cet instant, les versions divergent et les provocations fusent de partout. Jusqu’à l’entrée en lice fracassante, scientifique, ciblée, calculée de Shariaa-Belgium, groupuscule radical, islamiste, d’obédience salafiste, de rupture, de combat.

Shariaa-Belgium prend, dès lors, l’affaire en main. Il ne s’agit plus d’incident entre Stéphanie la porteuse du niqab et des policières belges, mais de «souillure» perpétrée par des «mécraents» (comprendre les autorités belges)

contre une «musulmane», «d’atteinte à l’honneur d’une musulmane» (encore !) par des «représentants du diable». Dans la foule, surexcitée par les mots de feu et de provoc par des porte-parole de Shariaa-Belgium, il s’agit même, non pas de représentants du diable, mais du «diable lui-même» qui se serait permis d’attenter à la pudeur de Stéphanie. Le bourgmestre (équivalent de maire en France) de Molenbeek, municipalité qui abrite le commissariat où les faits se sont déroulés, ne s’en laisse pas conter, n’abdique pas devant la provocation, n’hésite pas à riposter selon le droit.

«On ne se laissera pas impressionner par les gens, ils ne seront pas les maîtres de la rue.» Le quartier autour de la maison communale et la station-métro Comte de Flandre sont fermés, inaccessibles ; arrestations, conférences de presse, explications, déclarations, déclamations, provocations, diatribes, insultes et interprétations farfelues. D’où la question : les incidents ont-ils été sciemment actionnés. Auquel cas — à ne pas exclure — par qui et pourquoi ? Eléments de réflexion, Philippe Moureaux, frère de Serge Moureaux, avocat belge, ex-maître

incontesté du barreau de Bruxelles, ancien membre du collectif des avocats du FLN pendant la guerre d’Algérie, est la personnalité politique belge, sans doute aussi européenne, qui a le plus fait pour les Maghrébins, la communauté musulmane. Molenbeek, la commune dont il est le maire depuis plus de 30 ans, est composé essentiellement de Marocains (majoritaire), algériens et tunisiens (minorités existantes).

En Belgique, Philippe Moureaux est régulièrement attaqué par ses positions hardies en faveur des immigrés, des autres, de ceux qui viennent d’ailleurs et qui deviendront belges. Le bourgmestre des Arabes est une personnalité politique qui dérange les milieux islamistes radicaux qui n’apprécient pas les intégrations des musulmans, les extrémistes des droites de Belgique et même des droites extrêmes du royaume. Les coups les plus durs contre Philippe Moureaux ont, d’ailleurs, été portés par les porte-flingue et porte-parole de ces obédiences juste après l’affaire du niqab de Stéphanie. Il n’est donc pas du tout idiot de penser qu’à la veille d’échéances électorales importantes en Belgique, une conjonction d’intérêts

maffieux et politiques veut barrer la route à Philippe Moureaux qui brigue un énième mayorat à Molenbeek en octobre prochain.

L’homme qui est venu à la politique et qui a connu les «Arabes» par la guerre d’Algérie, sait, cependant, croiser les fers, il ne faut pas le donner pour battu, ça serait une grossière erreur... Joëlle Milquet, humaniste-chrétienne, ministre de l’Intérieur, grande dame, portant une vision de progrès de l’intégration, militante du vivre-ensemble et de la solidarité, peut, aussi, être visée par les provocations de Shariaa-Belgium. Le groupuscule contraignant la ministre à des mesures ou des lois coercitives que, par la suite, il sera loisible de dénoncer et de les mettre sur le dos des «anti-musulmans». Le radicalisme islamiste n’aimant pas avoir des interlocuteurs humanistes, des gens de bien, des gens biens, il préfère des responsables extrémistes pour justifier ses élans haineux et ses théories mensongères, qui mettent, de toutes les façons, les musulmans de Belgique en difficulté. N’est-ce pas là, d’ailleurs, l’objectif recherché ?

A. M.

●●● Je crois l’avoir dit, si fortement, pour me valoir les sarcasmes de ses commanditaires, nostalgiques de la défunte colonie française, qui ne peuvent comprendre l’Algérie indépendante que comme un pays de mort et de désolation, le semblable pays que la France coloniale croyait découvrir et ouvrir à la civilisation en 1830.

Boualem Sansal écrivain post-colonial ? Il ne peut être – dans le déboulé des récents événements

– qu’un pur produit de cet esprit néocolonial dont les missionnaires – à l’instar d’un Antoine Perraud du site Mediapart – qui lui servent dans l’écuelle des ilotes une soupe marinée dans les fades cuisines des champs littéraire et médiatique germanopratsins, l’ont revêtu d’une livrée de factotum et pourvu de nombreux masques ajustés à une ambition de gloire démesurée. Ils le poussent comme un pion dans leur échiquier (comme c’est le cas avec ce débauchage au profit

d’Israël), mais ils s’en lasseront très vite, le jour où il ne saura plus servir leurs causes, ou simplement mordre dans la chair de son pays, pour s’en débarrasser sans état d’âme.

L’écrivain postcolonial ne peut émerger qu’en Algérie, loin du Paris littéraire et de son trafic de fausse monnaie, de ses poses calculées, de ses compromissions sans lendemain, aujourd’hui avec l’État d’Israël qui bafoue la justice pour les Palestiniens, demain avec

les forces coalisées de l’Otan qui larguent sur les pays arabes les «bombes de la démocratie».

Il ne peut se concevoir un écrivain postcolonial sans une littérature nationale.

Un auteur postcolonial algérien naît dans la proximité de sa société, se bat pour faire éditer et diffuser ses livres en Algérie pour être lu par des Algériens, parce que sans lecteurs algériens, ses écrits n’ont pas d’avenir. Un écrivain postcolonial ferraille dans les

rédactions des journaux de son pays, sans doute rustiques, mais plus humaines et sans parti-pris, pour faire triompher ses idées. Un écrivain postcolonial mérite de grandir dans les douleurs de son pays et son œuvre de mûrir dans une parole qui enfante la liberté. En Algérie, comme partout dans le monde, le respect par les lecteurs des écrivains et de leur littérature est à ce prix. «Le Voyageur d’Israël» a perdu ce respect.

A. M.